

■ Les Démocrates ont pris mardi le contrôle de la Chambre, tandis que les Républicains renforçaient leur majorité au Sénat.

■ Donald Trump est désavoué et affaibli, mais il reste une force politique.

■ Phénomène le plus remarquable : la montée en puissance des femmes, dans les deux partis.

Une fin de mandat plus compliquée pour Donald Trump

Analyse Philippe Paquet
Envoyé spécial à Austin (Texas)

Si elle n'a en rien été un raz-de-marée, la vague bleue attendue aux législatives de la mi-mandat a, comme prévu, rendu mardi aux Démocrates le contrôle de la Chambre des représentants qu'ils avaient perdu en 2010, sans pour autant leur offrir dans la foulée celui du Sénat. Les Républicains ont, au contraire, réussi à consolider légèrement leur majorité dans cette Assemblée, créant un phénomène inédit dans l'histoire politique des États-Unis dans la mesure où jamais un parti n'a perdu la direction de la Chambre tout en gagnant des sièges au Sénat.

Les Démocrates savaient que leurs chances de reconquérir le Sénat étaient proches de zéro. Sur les 35 sièges en jeu (le Sénat est renouvelé par tiers tous les deux ans), 26 étaient défendus par des Démocrates, dont 10 dans des États que Donald Trump a remportés en 2016. Il fallait donc que les Démocrates enlèvent au moins deux sièges aux Républicains, sans perdre aucun de ceux qu'ils détenaient, pour renverser le rapport de forces existant (51-49).

La mission s'est révélée impossible. Dans l'Indiana et le Dakota du Nord, deux États conservateurs, les Démocrates Joe Donnelly et Heidi Heitkamp ont visiblement payé le prix de leur opposition à la nomination du juge Brett Kavanaugh à la Cour suprême (tandis que Joe Manchin, qui fut le seul Démocrate à approuver le choix de Donald Trump, était, lui, réélu en Virginie-Occidentale). Dans le Nevada, Dean Heller, le seul sénateur républicain sortant à se représenter dans un État remporté par Hillary Clinton en 2016, a été battu, mais ce gain démocrate a été éclipsé par les succès républicains dans le Tennessee, le Missouri et le Texas – où la victoire à l'arraché de Ted Cruz, le sénateur sortant, face à un adversaire démocrate aussi peu expérimenté que Beto O'Rourke, a été la sensation de la soirée électorale. De l'issue des scrutins en Floride et au Montana, toujours en suspens mercredi, et d'une élection à recommencer dans le Mississippi, dépend l'ampleur de la nouvelle majorité au Sénat.

Le poids des banlieues aisées

Les perspectives pour les Démocrates étaient nettement meilleures à la Chambre. D'abord, parce que les cartes étaient ici entièrement rebattues (la Chambre est renouvelée en totalité tous les deux ans). Ensuite, parce que les Démocrates pouvaient tableer sur l'impopularité de Donald Trump dans de nombreux segments de la population et en particulier auprès de la classe moyenne des grandes banlieues urbaines où se joue de plus en plus l'issue des élections américaines.

Leurs espoirs n'ont pas été déçus puisque les Démocrates devaient occuper entre 225 et 230 des 435 sièges, avec quelques résultats symboliques comme l'élimination du seul député républicain de toute la Nouvelle-Angleterre, Bruce Poliquin, dans le Maine. Ils jouiront donc d'une majorité suffisante pour fixer l'agenda législatif des deux prochaines années et exercer toutes les prérogatives de la Chambre. De quoi contrarier et inquiéter Donald Trump qui, non seulement ne pourra plus faire passer aucune loi sans composer avec les Démocrates, mais sera exposé aux enquêtes que ceux-ci voudront lancer contre le Président et son Administration. Au moins le contrôle du Sénat permettra-t-il à la Maison-Blanche de garder la haute main sur les nominations, notamment au gouvernement et à la Cour suprême – et de faire échouer une éventuelle tentative de destitution.

Résultats mitigés pour les gouverneurs

Les Américains élisait aussi mardi 36 de leurs 50 gouverneurs d'État. Les Démocrates ont raté le gros lot en perdant la Floride et l'Ohio (deux États clés dans toute élection présidentielle), mais ils ont créé une double surprise dans le Kansas (où Laura Kelly a évincé Kris Kobach, l'homme qui avait orchestré la campagne sur les prétendues fraudes électorales dont Donald Trump aurait été victime en 2016) et dans le Wisconsin (où Tony Evers a battu Scott Walker, le gouverneur sortant qui était passé au rouleau compresseur sur les droits syndicaux). En Géorgie, Stacey Abrams, qui pouvait devenir la première Afro-Américaine à gouverner cet État du Sud, n'avait pas concédé sa défaite mercredi.

Les Républicains vont devoir tirer les leçons d'un échec qui les prive de la mainmise qu'ils avaient sur les deux Chambres du Congrès depuis 2014. Ils devront notamment réévaluer leur rapport à un Président qui est souvent en porte-à-faux – et qui va inévitablement s'attribuer le sauvetage du Sénat, sans envisager sa responsabilité dans le naufrage de la Chambre. Les Démocrates n'en auront pas moins à faire eux aussi leur examen de conscience pour se redéfinir une identité et un avenir. Les tensions entre l'establishment et les progressistes ne tarderont pas à resurgir dès lors qu'il faudra désigner le nouveau speaker de la Chambre et que le choix naturel, Nancy Pelosi (78 ans), est loin de faire l'unanimité.

Dans l'immédiat, les Démocrates pourront célébrer la part que les femmes ont prise dans leur victoire mardi – elles seront une centaine à siéger au Congrès, un nombre sans précédent. Parmi les élues à la Chambre, pour la première fois, deux Américainiennes, Deb Haaland, dans le Nouveau-Mexique, et Sharice Davids, au Kansas. Et, pour la première fois aussi, deux musulmanes, Ilhan Omar, d'origine somalienne, et Rashida Tlaib, d'origine palestinienne, élues respectivement dans le Minnesota et le Michigan. Sans oublier la New-Yorkaise Alexandria Ocasio-Cortez qui, à 29 ans, devient la plus jeune députée dans l'histoire du pays.

Ron DeSantis

Floride

Républicain
Gouverneur

Ce quadragénaire diplômé de Yale et Harvard passera (provisoirement) à l'histoire pour avoir empêché son adversaire démocrate, Andrew Gillum, de devenir le premier gouverneur noir de la Floride. C'est une revanche pour celui qui avait dû renoncer en 2016 à sa candidature au Sénat et laisser la place à Marco Rubio.

Kendra Horn

Oklahoma

Démocrate
Chambre

Cette avocate de 42 ans a créé l'une des plus grosses surprises des Midterms en devenant la première élue démocrate de l'Oklahoma, un État résolument conservateur voisin du Texas, en près d'un demi-siècle. Une victoire étroite (1,4% des voix), mais qui tendrait à prouver que les femmes peuvent réussir là où les hommes échouent.

Ted Cruz

Texas

Républicain
Sénat

Le sénateur sortant aurait logiquement dû être réélu dans un fauteuil. Il n'a gagné qu'à l'arraché face à Beto O'Rourke, une personnalité attachante qui a sans doute pris rendez-vous avec l'Histoire : il y a de l'Obama en lui. De Cruz, on retiendra qu'il a mendié le soutien de Trump, qui avait pourtant insulté sa femme et calomnié son père.

Alexandria Ocasio-Cortez

New York

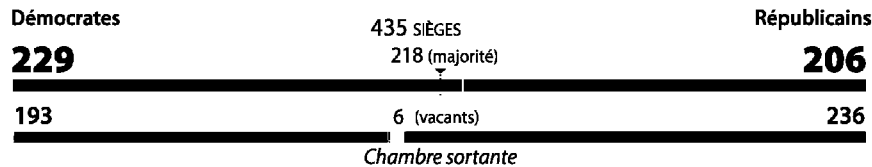
Démocrate
Chambre

À 29 ans, l'ancienne serveuse de restaurant est devenue mardi la plus jeune élue au Congrès dans l'histoire des États-Unis. Son élection, dans une circonscription très majoritairement démocrate, était acquise. Ce qui ne l'était nullement, en revanche, c'est sa victoire dans les primaires démocrates face au vétéran Joe Crowley.

ÉTATS-UNIS : ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

► CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

(Estimations du New York Times à 18h heure de Bruxelles)



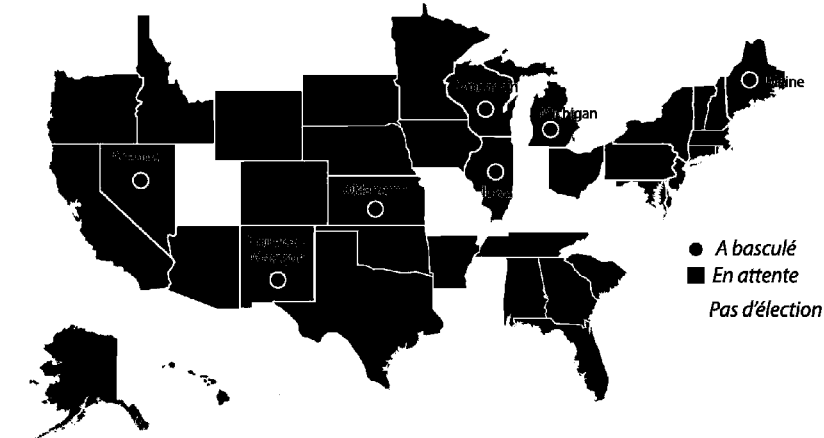
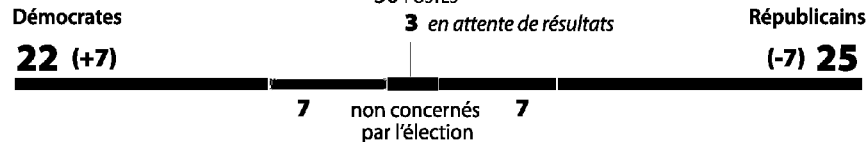
► SÉNAT

(Estimations du New York Times à 18h heure de Bruxelles)



► GOUVERNEURS *

50 POSTES



Marsha Blackburn

Tennessee
Républicaine
Sénat

Cette ancienne vendeuse à domicile originaire du Mississippi est, à 66 ans, la première femme que le Tennessee envoie au Sénat. Son originalité ne s'arrête pas là: M^{me} Blackburn revendique fièrement autant son conservatisme bon teint que sa proximité avec Donald Trump.

Jared Polis

Colorado
Démocrate
Gouverneur

Député du Colorado depuis 2009, cet ancien entrepreneur de 43 ans est devenu mardi le premier gouverneur homosexuel déclaré des États-Unis. Facilement élu avec 51,6% des voix, il a été porté par une "vague arc-en-ciel" qui a vu un nombre record de 21 candidats se réclamant de la communauté LGBT.

|

Gina Ortiz Jones

Texas
Démocrate
Chambre

Vétéran d'Irak, d'origine philippine et lesbienne, cette femme de 37 ans n'avait pas le profil pour être élue dans une vaste circonscription rurale du Texas. Et pourtant, elle gardait toutes ses chances dans l'attente d'un recomptage des suffrages: 300 voix la séparaient mercredi de son adversaire, sur un total de 200 000.

“Le gouvernement risque d’être paralysé”

Entretien Maria Udrescu

Les législatives de mi-mandat auront produit l'effet attendu: les Démocrates se dotent d'une majorité confortable à la Chambre des représentants. Même si les Républicains conservent le Sénat, y gagnent même 4 sénateurs, *“ces résultats sont une réputation de Donald Trump”*, affirme Steven Smith, professeur en sciences politiques à la Washington University de Saint-Louis, dans le Missouri. *“Les Républicains ont été avantagés par le gerymandering, soit la manière dont on dessine les districts congressionnels au bénéfice d'un parti. La victoire des Démocrates a été limitée et malgré tout ils ont passé une très bonne nuit électorale”*.

Comment les Démocrates vont-ils utiliser leur majorité à la Chambre ?

La guerre partisane continuera. Auparavant, les législations passaient comme une lettre à la poste à la Chambre, à la limite la difficulté se situait plutôt du côté du Sénat (où les Républicains détenaient une courte majorité). Désormais, la Chambre peut bloquer des mesures républicaines ou de l'administration Trump. De plus, les Démocrates auront une opportunité de passer des lois qui reflètent leurs priorités. Ils adopteront des mesures populaires, que les Républicains et la Maison-Blanche n'aiment pas et pourraient bloquer. Cela aidera la cause démocrate, à l'approche des élections de 2020.

Je pense notamment aux soins de santé qui ont été le sujet le plus important de cette campagne. Le public est aujourd'hui largement en faveur de l'Obamacare, donc des mesures destinées à régler les problèmes créés par l'administration Trump vont être populaires. Ensuite, tant les Républicains que les Démocrates sont d'accord pour dire qu'il faut investir dans l'infrastructure. Trump a promis des mesures à ce sujet, mais n'a réussi à accoucher que d'une proposition d'une page... S'ils pallient cet échec, les Démocrates pourront en plus se vanter que cela crée des emplois. Mais cela va coûter de l'argent et ils vont chercher à réintroduire des taxes sur les plus riches ou limiter la baisse d'impôts offerte par Trump aux entreprises.

Comment peuvent-ils réellement saisir cette opportunité avant les élections de 2020 ?

Tout l'enjeu pour les Démocrates sera de se doter d'un agenda législatif qui va apparaître comme responsable, modéré et largement populaire, non pas radicalement à gauche. Ils devront

choisir des mesures que même le Sénat républicain serait tenté d'adopter et où un compromis serait possible. Ce ne sera pas facile. La plupart des Démocrates vont penser que c'est une opportunité de faire passer des mesures libérales, qui leur tiennent à cœur. En face, le Sénat est devenu plus conservateur, les Républicains ayant gagné 4 sièges. Ce sera difficile pour les Républicains modérés de faire pencher la balance même s'ils se rangent du côté démocrate pour certaines mesures.

Quelle sera l'attitude de Donald Trump ?

Il ne va pas coopérer volontiers avec les Démocrates. Il pourrait nous surprendre. Mais il ne sera pas Bill Clinton.

Lorsque les Républicains ont obtenu la majorité à la Chambre et au Sénat en 1994, Bill Clinton a décidé de travailler avec eux. Par exemple, notre programme actuel d'aides sociales a été restructuré à cette époque-là. Trump aime bien montrer ses muscles. Si les Républicains décident de coopérer avec les Démocrates, il pourrait être tenté de sortir la carte du veto. Mais se tirerait une balle dans le pied. En réalité, il va suivre les Républicains du Congrès, comme il l'a fait jusqu'ici. Quand ils s'en sont pris à Obamacare, il les a suivis. Les détails de la réforme fiscale ont été définis par les leaders du Congrès, pas par l'administration Trump. Quand il a fallu approuver des dépenses budgétaires qui ne prévoyaient pas d'argent pour le mur avec le Mexique, il a lâché du lest. Cela risque d'arriver de plus en plus souvent.

Le pays risque-t-il d'être ingouvernable, du moins pendant une période ?

Le gouvernement risque d'être paralysé, avec une Chambre contrôlée par les Démocrates et un Sénat républicain, ces deux partis étant complètement polarisés. C'est difficile de les imaginer aboutir à des compromis sur des enjeux majeurs. Les Démocrates voudront limiter les baisses d'impôts pour les entreprises pour favoriser celles pour les classes moyennes, les Républicains s'y opposeront. Les Démocrates aiment in-

vestir dans les programmes sociaux, d'éducation, environnementaux, ce que les Républicains du Sénat ne vont pas accepter. Les Démocrates voudront rétablir les réglementations environnementales ou concernant l'emploi démantelées par l'administration Trump, les Républicains du Sénat vont les empêcher. Il y a le risque d'une crise sur les dépenses fédérales qui mènerait à un shutdown du gouvernement.

L'élection a bénéficié d'un taux de participation très grand pour un pays où le vote n'est pas obligatoire. La peur de voir le parti adverse gagner est le moteur de cette participation. On appelle cela la “partisanerie négative”. La plupart des électeurs ne s'identifient pas tant au parti pour lequel ils votent autant qu'ils s'opposent au parti adverse. Cette attitude électorale n'incite pas les deux camps à travailler ensemble. Au contraire, les électeurs disent à leurs élus de ne pas faire un pacte avec le diable, de ne pas faire confiance à l'autre camp, qui ne représente pas leurs valeurs. Ce que ces élections montrent, c'est que cette tendance est plus intense que jamais et n'est pas près de disparaître.

“Tout l'enjeu pour les Démocrates sera de se doter d'un agenda législatif qui va apparaître comme responsable, modéré et largement populaire.”

Steven Smith

Professeur en sciences politiques à la Washington University de Saint-Louis, dans le Missouri.

Donald Trump joue l'apaisement, tout en menaçant les Démocrates

C'était un grand jour. Journée incroyable. Hier soir, le Parti républicain a défîé l'histoire en élargissant notre majorité au Sénat tout en dépassant largement les attentes de la Chambre", a déclaré victorieusement Donald Trump, lors d'une conférence de presse ce mercredi. Le Président n'a donc, lui, pas hésité à défier les résultats des législatives de mi-mandat, qui ont infligé, comme prévu, un revers aux Républicains à la Chambre, même s'ils ont symboliquement renforcé leur position au Sénat. Plutôt que d'acter ce verdict confus sur sa présidence, qu'il avait lui-même défini comme sujet du référendum que représentaient ces élections, Donald Trump a, au contraire, cherché à prouver qu'il est un gage de réussite en politique.

"Mia Love ne m'a pas donné de love et elle a perdu. Tant pis. Désolé pour ça, Mia", a-t-il encore communiqué à la Républicaine de l'Utah, prédisant sa défaite, alors que les scores étaient encore serrés à l'heure d'écrire ces lignes. "Too bad Mike", a-t-il lancé, jubilant presque, au Républicain Mike Coffman, qui a perdu la course face au Démocrate Jason Crow au Colorado. Bref, Donald Trump n'a pas hésité à enfoncer le couteau dans la plaie des Républicains perdants qui ne l'ont pas soutenu pour souligner qu'ils ont payé le prix de leur défiance. Il s'est présenté comme l'homme qui, grâce à sa campagne politique et sa popularité, aurait mis un stop à la "vague bleue" démocrate, avant de... nier l'existence d'une telle tendance. Reste que les Démocrates ont bel et bien obtenu une majorité à la Chambre. À ce titre, le locataire de la Maison-Blanche a feint de tendre la main à ses adversaires. "Avec un peu de chance, nous pouvons tous travailler ensemble l'an prochain pour continuer à obtenir des résultats pour le peuple américain", a-t-il déclaré, évoquant la santé, les infrastructures, le commerce ou encore la croissance économique.

Le Républicain est même parvenu à présenter le succès des Démocrates comme un futur avantage pour lui en tant que président. Il y aura "moins de paralysie", estime-t-il, puisque les Démocrates se serreront les coudes et lui feront des propositions, alors qu'auparavant la majorité républicaine était constamment soumise aux menaces de défections internes, entre les ailes modérées et ultra-conservatrices.

"Posture de guerre"

Quoi qu'il en soit, cette bonne volonté affichée ne va pas sans conditions. Le Président a ainsi menacé les Démocrates qui voudraient le viser avec des enquêtes parlementaires, notamment pour obtenir les fiches d'impôts du milliardaire. "Ils peuvent jouer à ce petit jeu, mais nous sommes meilleurs", a-t-il mis en garde, annonçant qu'il adopterait sa "posture de guerre". S'ils mettent ce plan à exécution, le Président a déjà prévu sa stratégie d'attaque: "Je peux juste remettre la faute sur les Démocrates. Ils sont dans la majorité maintenant. Cela rend les choses tellement plus faciles pour moi."

Le Président a eu beau dire qu'il n'aspire qu'à jeter des ponts entre les deux camps – allant jusqu'à se qualifier de "superleader moral" –, il n'est pas près de favoriser l'apaisement d'une société américaine ultra-polarisée. Lors de sa conférence de presse, Donald Trump n'a d'ailleurs pas hésité à attaquer avec virulence un journaliste de CNN, chaîne de télévision étiquetée démocrate, qui a osé pointer sa rhétorique anti-immigration. Il a ainsi qualifié Jim Acosta de "personne horrible et impolie", de "honte pour le CNN", avant d'exploser: "Vous êtes l'ennemi du peuple". De quoi donner un avant-goût des relations entre un président conflictuel, habitué à une majorité confortable au Congrès et une opposition prête à le défier?

M.U.

"Je peux juste remettre la faute sur les Démocrates maintenant. Cela rend les choses tellement plus faciles pour moi."

Donald Trump
Président des États-Unis.

Ministère de la Justice

Jeff Sessions poussé vers la sortie

Donald Trump a annoncé mercredi par tweet le départ de son ministre de la Justice Jeff Sessions, une démission qui sonne

comme un signal politique au lendemain du scrutin et qui pourrait entraîner des conséquences sur l'enquête russe. Jeff Sessions, dont la survie politique était comptée depuis des mois, a précisé avoir présenté sa démission "à la demande" de M. Trump.